L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 20 SEPTEMBRE 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 20 SEPTEMBRE.

DEAKE & MARKHAM, rue du Camp No. 56, ont en magasin des souliers balmoral marocains fins, à doubles de semelle en caoutchouc, pour l'humidité, pour dames, demoiselles et enfants.

Pour la liste des arrivages et des départs celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

FEUILLETON.

Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.
Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par le shérif:—à 10 heures et demie, sur les lieux, le fonds et l'installation d'une épicerie situés rue du Camp, entre Gomm-ecstal Place et la rue Poydras.

Par le marshal des Etats Unis—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, deux terrains avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent, rue St. Charles, entre St. Joseph et Julia.

Par ordre du quartier-maître:—à 10 heures du matin, à Algiers, au chantier de marine du gouvernement, bois de construction, poulies, chaînes, matériaux, outils de forgerons, de charpentier et de calfat, pompes foulantes, ancres, bouilloires à vapeur, pawls, embarcations, &c.

Par B. Turpin—à onze heures P. M., sur la Levée, en débarquement du navire Graham's Foley, en face du potean 26, Deuxième District, 40 barriques vins de Bordeaux, Cantenac—De plus, à son magasin d'encan, à 10 heures et demie, rue Vieille Levée, vins de vin, liqueurs, vermouth, huile d'olive, sucre, &c.

Par B. Turpin—au No 97 de la rue Vieille Levée, vin rouge et vin blanc en caisse.

Par R. Gutberlet—à son magasin d'encan, rue Chartres, entre Conti, meubles, vaisselle, &c.

Par Montgomery & Bro—à l'entrepôt: Montgomery, rue Fulton, balais, épaule, jambons, &c.

Par D. E. Murphy—au No 56 de la rue Girod et Magazine, meubles de bureau, étagères, balances, &c.

Par E. M. Jacobs—au No 56 du Passage de la Bourse—marchandises sèches, whisky, tabac, &c.

Par G. Lösenmont—au No 89 de la rue Chartres, marchandises sèches, parapluies de coton, &c.

Par D. E. Murphy—sur la Levée, au pied de la rue Bienville, farine.

Par Montgomery & Bro—sur la Levée, au pied de la rue Girod, oignons, sur la Levée, au pied de la rue Conti, avoine, oignons, pommes, choux et pommes de terre.

Par Hoffmann & Marks—au No 36 de la rue de Chartres, marchandises sèches, vêtements, draps, tissimire, &c.

CONVENTION DEMOCRATIQUE.

Election de délégués.

L'élection des délégués à la convention démocratique de l'Etat doit avoir lieu le 21 septembre. Cette élection a une grande importance, car cette convention aura à formuler les vœux et le programme politique du peuple de la Louisiane. Elle aura, en outre, à désigner les candidats du parti démocrate conservateur, dans le cas où une élection serait ordonnée en Louisiane.

Nos lecteurs trouveront dans la partie anglaise de l'*Abeille* une communication relative à cette élection de délégués. Ils y verront que des inspecteurs ont été nommés par les deux comités démocratiques pour assurer la sincérité du vote. La communication contient les noms de ces inspecteurs et la liste des endroits où l'on recevra les votes pour chaque district représentatif.

Le comité invite tous les votants enregistrés qui sont décidés à soutenir les candidats du parti à participer à ces élections de délégués. Nous répéterons encore aux citoyens qu'il dépend d'eux de faire de bons choix, et que l'abstention, sous quelque prétexte que ce soit, leur causera d'amers regrets. Si la masse veut prendre ici main la direction du mouvement, on aura une convention composée d'hommes capables et intègres, et l'on pourra se reposer sur eux pour le choix des candidats. La presse a fait son devoir, aux citoyens à faire le leur.

LA PRISON DE SALISBURY.

Il paraît que le procès intenté à Wirz, au sujet du traitement exercé envers les prisonniers d'Andersonville, ne satisfait pas entièrement l'opinion publique et qu'il lui faut un nouveau sujet d'excitation. Comme la prison d'Andersonville n'était pas la seule au Sud, on supposant que le même régime ait été appliqué à tous les prisonniers du Nord, détenus ici et là sur le vaste sol de la Confédération, on pourrait aisément faire le procès aux employés qui étaient chargés de la prison de Salisbury, dans la Caroline du Nord, de la prison de Libby, dans la Virginie, et de toutes les autres prisons dans la Floride, l'Alabama, le Mississippi et le Texas. C'est ce que commence à dire le New York *Advertiser* du 8 septembre, à propos des témoins commises à Salisbury et qui ont été, suivant ce journal, aussi atroces que celles dont on a tant envers les prisonniers de la Georgie :).

Nous apprenons, dit l'*Advertiser*, que les autorités du gouvernement n'ont pas été si absorbées par les criminels d'Andersonville qu'elles n'aient pu s'occuper un peu de celles qui ont été commises à Salisbury dans la Caroline.

Dans les derniers mois de la guerre, depuis le commencement d'octobre jusqu'à l'apparition de Sherman dans la Caroline du Nord, les prisonniers détenus à Salysbury, ont souffert des atrocités et des barbaries égales à celles qui ont été infligées aux prisonniers d'Andersonville, bien que sur une plus petite échelle, attendu qu'il n'y en avait que 10,000 à Salisbury. Il existe des preuves convaincantes que la même politique a régné aux deux endroits et que cette politique consistait à se débarrasser des prisonniers nationaux par les mêmes moyens. Les tuer graduellement ou les forcer de s'enrôler sous la bannière rebelle, telle était la détermination prise par les geoliers, soit en vertu des ordres qu'ils avaient reçus de l'autorité supérieure, soit de leur propre mouvement et en vertu de leurs propres principes.

ECOLES PUBLIQUES.—Dans sa dernière séance, le bureau des directeurs des écoles publiques a été pour certainement M. Williams O. Rogers qui a obtenu quatorze voix contre sept données à M. Bourges.

Après quelques débats, l'ouverture des écoles a été fixée au premier lundi d'octobre.

Le service des professeurs se terminera dorénavant le 31 août de chaque année.

Toutes les places sont considérées comme vacantes, mais les instituteurs et institutrices qui étaient employés dans les écoles publiques pendant l'année dernière, sont confidérés comme postulants pour le service de l'année prochaine; en conséquence, ils n'auront pas besoin d'envoyer de demandes écrites.

Le comité sur les professeurs recevra des demandes pour emploi dans les Ecoles publiques jusqu'au 25 du courant.

Un témoin en sort pour le service des directeurs a donné le résultat suivant :

Membres pour deux ans:—Dr Ames, Dr Goldman, MM. Kees, Moore, Richards, Ratoff, Sloo, Adams, Jewell, McCord, Boyer, Tayor.

Membres pour un an:—MM. Grandy Baker, Ker, Vavasé, Tissot, Perry, Augustin, Chiapella, Darengé, Magee, Turpin, Walsh, le Dr Holliday.

MADEMOISELLE ELIE.—En annonçant le prochain retour parmi nous de cette jeune pianiste et en rappelant les succès qu'elle a obtenus depuis deux ans dans plusieurs concerts, donnés l'élite du monde musical de Paris, nous avons oublié de dire que mademoiselle Elie Stoïk l'élève du célèbre professeur Bamati qui lui a donné des leçons depuis cinq ans. Ce professeur compte parmi ses élèves plusieurs pianistes qui brillent au premier rang et un nombre duquels nous citerons Gottschalk, qui faisait le mois dernier les délices des Cotterelvins. Mademoiselle Elie, ...stituant les provinces de ceux qui l'ont applaudie enfant, a débuté à Paris dans la carrière artistique avec un succès qui permet de fonder les plus belles espérances sur son avenir. Les ...encements ne lui feront pas défaut dans sa ville natale, qui aura beaucoup de concerner par son suffrage le jugement flatteur prononcé par la critique de Paris sur ses beaux talents.

Confiscation de vin de champagne.

La cour de district des Etats-Unis à San Francisco a rendu le mois dernier deux décisions importantes pour les importateurs de vins. Elle a prononcé la confiscation de 7:25 paniers de champagne des marques Eugène Cliequot et Valrée & Cie, importés pour le compte de M. James Behrens. Ses déclarations en douane étaient basées sur des factures qui donnaient pour valeur aux champagnes E. Cliequot 1 doz inspecteurs ont été nommés par les deux comités démocratiques pour assurer la sincérité franc 85 centimes et à ceux de Valrée & Cie. 1 franc 40 centimes la bouteille. La douane a produit des comptes de vente desquels il ressort que les sommes remises par ledit Behrens au dit Cliequot firent d'une manière évidente la valeur des vins vendus à 80 et quelques centièmes de dollars, monnaie d'or des Etats Unis, pour la marque de cette maison, et 60 et quelques centièmes de dollars pour les vins de la marque Valrée & Cie. Ces comptes sont extraits d'une copie de lettres même de M. Behrens, ce sont là les prix dont il a fait retour en France.

Le jury a rendu un verdict de culpabilité contre M. Behrens, et la cour a prononcé la confiscation des 7:25 paniers de champagne.

Depuis a été présentée devant la même Cour, mais devant un autre jury, une seconde affaire de même nature que la première dans ses points essentiels, concernant la saisie de 900 paniers de vin de Champagne de la marque *Heidsieck et Cie*. Voici les faits, résumés par le *Courrier de San Francisco*:

Dans les premiers jours d'avril 1864, le navire *Rosamond Rose André*, recommandé arrivé de Hâvre, mettait à terre 600 paniers de champagne expédiés par la maison *Heidseck et Cie*, de Reims, à la consignation de M. P Maury Jr à San Francisco.

L'entrée en douane de ces paniers avait été faite aux mêmes conditions que toutes les autres précédentes, mêmes depuis plusieurs années par la douane sans la moindre observation. Même vin, mêmes factures, mêmes droits acquittés. Cependant quand le consignataire se présenta pour prendre livraison, après paiement des droits, ces vins lui furent refusés. La douane les avait saisis. Le même jour, deux officiers de douane, MM. Farwell et McLean, les promoteurs de toutes ces saisies, pénétraient dans le bureau de M. Maury, s'emparaient de ses livres, de ses factures, de ses correspondances, et de tout ce qui leur paraissait pouvoir fournir la preuve que les vins saisis avaient été facturés *en fraude* des droits établis par le tarif.

Selon l'usage en pareille matière, au lieu que ce soit à la douane de justifier en saisie en prouvant la fraude qui ne se présume pas, c'est aux saisis que la loi laisse le soin d'établir que l'action de la douane est mal fondée.—La maison Heidsieck a dû suivre cette procédure et intenter une action en restitution de 600 paniers saisis.

La douane s'en tenait, jusque là, à une simple allégation de fraude. Sa saisie reposait sur ce que les vins importés par *Amand Rose André* étaient facturés au *dessous* du leur valeur réelle, déterminée par le cours du marché de production, Reims.—Quelle était cette valeur? elle ne le disait pas. Les vins avaient été facturés à 30 fr. le panier de 12 bouteilles, et 33 fr. le panier de 24 demi-bouteilles. A quel prix, selon la douane, ces mêmes vins auraient-ils dû être facturés pour éviter la saisie? En d'autres termes, quel était le prix du champagne *Heidseck & Cie* sur le marché de Reims au départ du chargement?—Jamais il n'a été possible d'obtenir de la douane le moindre renseignement sur ce point essentiel.

Les saisis soutenaient que leurs produits n'étaient pas vendus en France, mais exportés pour leur compte en pays étranger afin d'y être réalisés au mieux de leurs intérêts, ils ne pouvaient être tenus de porter des prix de vente sur les factures produites en douane. Ils ajoutaient que leurs vins, ne se vendant pas en France, n'avaient pas, de cours régulier sur le marché français, de *market value*, qui déterminât le prix à indiquer dans leurs factures, et que, dans ces conditions, ils avaient, de bonne foi, conformément à tous les précédents établis par une pratique antérieure, indiqué dans leurs factures leurs prix de revient augmentés dans une certaine proportion.

A l'appui de ces assertions, ils produisaient l'attestation de tous les courtiers de Reims, affirmant : lo que les seuls vins qui aient eu cours régulier sur cette place sont des vins *bruts*, et non ceux préparés pour la consommation ;—2o que le prix de revient des vins Heidseck et Cie ainsi préparés, y compris emballage, &c., est in férieur au montant indiqué dans les factures produites en douane. Cet fait était notoirement corroboré par preuve par une enquête contradictoire faite à Reims devant le consul américain résidant en cette ville et autorisée par la Cour.

Le gouvernement des Etats Unis ayant donné l'ordre à M. Farwell de se rendre en France pour y recueillir des renseignements sur le cours régulier des vins, et, en particulier, des vins de Champagne, on avait pensé que cet agent, investi formellement à assister à l'enquête de Reims, s'empresserait de s'y rendre afin d'y puiser de sérieux documents pour la douane, et y faire entendre, au besoin, ses observations propres. Mais M. Farwell en a jugé autrement.—Quoiqu'il fût en France au moment où l'enquête a eu lieu, il n'a eu rien de plus pressé que de lui tourner le dos, et n'a rapporté de son voyage de trois ou quatre mois dans ce pays que des deux mots forts dissertables. Entre autres, de prétendus prix courants où ne figurent même pas les vins Heidsieck & Cie, mais d'autres, vins auxquels il plaît à la douane d'assimiler les vins saisis. Ces prix, dans tous les cas, étant ceux de détail et non ceux de ventes faites sur une vaste échelle, ne pouvaient pas être pris en considération.

La douane a produit en outre des lettres de MM. Heidsieck & Cie, adressées aux agents, mais à des agents qui, pour leur tendre un piège, les avaient questionnés par écrit sur les prix de leurs vins achetés à Reims, pour l'Angleterre, par fortes quantités.

Les réponses à ces questions écrites indiquant un prix supérieur aux prix portés dans les factures des expéditeurs, et la douane en concluant qu'à défaut d'un cours de marché à Reims, les lettres de la maison Heidseck suffisaient pour trahir son prix véritables et démontrer la fraude dont leurs factures étaient entachées.—Mais à cela on répondait que de pareilles lettres ne prouvaient pas le cours du marché, le *market value*, qu'elles étaient relatives à un seul parti exiné, à une *proposition* de vente et non à une *vente réelle* ; qu'il est dans l'usage des maisons qui ont des agents à l'étranger d'éviter les ventes isolées, qui pourraient nuire à leurs relations suivies, et de décourager la concurrence en demandant, dans ces cas, des prix assez élevés pour n'être point acceptés.

Après quatre jours consacrés aux débats de cette affaire, qui intéresse à un haut degré l'honorabilité du commerce de Reims, M. le juge Hoffman a résumé pour le jury les arguments présentés avec un rare talent par M. Hall Mallister pour la maison Heidseck, et par le district attorney des Etats-Unis dans l'intérêt de la douane.

Hier, à trois heures et demie, après un délibéré qui n'a pas duré moins de quatre heures, le jury a rapporté un verdict favorable à la douane. En conséquence, la saisie a été reconnue valable et les 600 paniers ont été déclarés confisqués.—On assure qu'il y aura appel de cette décision.

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.

THERMOMETRE DE C. DUNABEL, OPTICIEN,

19 septembre 1865	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	76	24 1/2
midi.....	91	33
3 heures du soir...	80	26 1/2
6 heures.....do.....	79	26

ENQUÊTE.—Le coroner a pratiqué, hier, la levée du corps de Ch. W. Williams qui s'est noyé dans le fleuve, le 16 du courant, vis-à-vis de la Seconde rue, Quatrième District. William avait quatorze ans. Verdict, accident.

—Une enquête a été tenue sur le corps de Margaret Pierre, morte d'une inflammation cérébrale, le 18 du courant, au No 382 de la rue Claiborne.

DEVANT LA PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Ont été envoyés devant la Première Cour de District :

Ch. Oliver, pour avoir acheté sur lui un pistolet chargé.

Ch. Hyman, pour vol de soulliers chez Martin Fisher.

Bill Moore, pour vol d'un bracelet en or au préjudice de Rosy Brown.

Kate Marray, accusée d'avoir blessé son mari, Edward Daly, accusé d'avoir volé, à Th. Haley, un portefeuille renfermant soixante-quinze piastres.

ARRESTATION ET RESSOISYSSÉE.—Le nombre de cotants enregistrés dans hier, à deux heures et demie de l'après-midi, de 5804, celui des annulés, de 2745.

COUR PRÉVOTALE.—Un citoyen a été condamné à cinquante piastres d'amende pour avoir débité à un soldat de la boisson prohibée.

F Crappie, accusé d'avoir trahi les devoirs du gouvernement, a été renvoyé de la plainte. Il lui avait été enlevé à l'ennui, de bonnes lui.

Un soldat a été condamné à dix jours en prison pour s'être enivré.

Un propriétaire dont l'écurie avait été cambriolée a été condamné à 25$ d'amende en un mois de prison.

Le magistrat a envoyé en prison pour un mois un soldat qui avait emmené quelque et et insulté des policiens.

LA DECENTRALISATION EN FRANCE.

Ce qui fait la force du gouvernement de Napoléon III, c'est qu'il n'est ni réactionnaire, ni même stationnaire. Il marche graduellement, assez vite même, dans la voie du progrès. C'est à son initiative que le commerce et l'industrie français doivent l'application des principes du libre échange, qui étaient restés si longtemps à l'état de théories. C'est encore au gouvernement que revient l'honneur d'avoir aboli l'ancienne loi sur les coalitions, qui ainsi que ouvriers le droit de disposer de leur travail au prix qui leur convenait. Il y a une hardiesse profonde dans cette tactique napoléonienne appliquée aux affaires intérieures. En prenant les devants dans toutes les mesures qui ont pour objet la réalisation d'un progrès, le gouvernement ne laisse à l'opposition que l'alternative ou de se mettre à sa remorque en approuvant, ou de recourir au parti extrême de demander l'impossible. C'est cette dernière alternative que l'opposition a généralement choisie, et elle n'a fait que doubler le succès du gouvernement puisque celui-ci a eu la gloire d'opérer des réformes populaires malgré la résistance des démocrates. Il faut tout l'aveuglement de l'esprit de parti pour que l'opposition ne se rende pas compte du rôle de dupe qu'elle joue ainsi. En voici un nouvel exemple qui de complique d'un malentendu aux yeux certains entre les deux fractions extrêmes des adversaires de l'empire.

Nous avons parlé des tendances manifestées par le gouvernement, à l'occasion des élections municipales, dans le sens d'une réaction contre l'excès de centralisation administrative. M. Vuitry, du conseil d'Etat, a été chargé de préparer un travail sur cette grave question qui mérite d'être l'objet d'études approfondies. A peine le mot de décentralisation avait-il été prononcé, que l'opposition a pris la balle au bond et s'est mis en tête de devancer le gouvernement. Un magnifique projet de décentralisation complète, radicale, a été élaboré à petit bruit puis publié à grand fracas, et le public a été tout étonné d'y voir figurer les noms des républicains de 1848 à cause de ceux des démocrates de la dernière heure. Mais les légitimistes, fiers de leur triomphe, n'ont pas tardé à laisser percer le bout de l'oreille et leurs alliés se sont aperçus qu'ils étaient tout simplement tombés dans le panneau. Comment se tirer de là? Le *Siècle*, l'un de leurs organes les plus accrédités, a entrepris cette tâche. Son article intitulé " un malentendu " explique enfin comment les faits et donne un aperçu du projet de décentralisation. En voici les principaux passages :

Nous avons déjà entretenus nos lecteurs du manifeste publié par un comité libéral qui s'est constitué à Nancy, *ville royale et libre*, comme l'appellent les journaux légitimistes.

Ce comité s'est fait connaître déjà par diverses publications rédigées avec talent. Il nous a donné d'abord les *Vœux*, puis les *Principes pour* une carte de politique pratique où sont posées et résolues les idées les plus avancées du parti légitimiste et du parti orléaniste. Ces deux premières productions n'avaient pas fait grand bruit. Le comité de Nancy fait aujourd'hui un pas en avant et offre aujourd'hui au public, réunissant en volume sous ce titre: *Projet de décentralisation*.

Toutefois, avant de se risquer ainsi, le comité avait pris ses précautions. Sachant bien que son projet de décentralisation rencontrerait les bons sentiments de l'opinion légitimiste, il a voulu s'assurer préalablement l'adhésion de quelques membres du parti démocratique ; et, en effet, au bas de la préface de Nancy se trouvent les noms de MM. Carnot, Garnier-Pagès, Pelletan, Jules Simon, Chauffour, Freslon, Clamageran, Hérold, Lanfrey, Elias Regnault, Vacherot, etc.... etc.

A côté de ces noms significatifs se trouvent ceux de MM. de Montalembert, de Falloux, Berryer, de Rouvile, Chasles, Dreo, Béchard, de Bourgoing, etc., etc.

Règle générale, chaque fois qu'un tel document politique, quoiqu'il soit, vous épouvre vez des signatures qui hurlent de se trouver ensemble, comme celles de M. Carnot et de M. de Falloux, par exemple, soyez rassuré, il n'y a pas malentendu et que tous les dissentiments subsistent.

Sur quoi porte ici le malentendu ?

Le comité de Nancy veut décentraliser la France. Laissons le parler :

" Brisons l'idole ! décentralisons ! C'est le vrai moyen de clore les révolutions, et, en même temps, de nous apprendre à être libres. Pour décentraliser dans la pratique, il faut se mettre en mesure de remplir les quatre conditions que voici :

" Ie Fortifier la commune, qui, chez nous, existe à peine.

" Créer le canton, qui n'existe pas.

" Supprimer l'arrondissement, qui ne répond à rien.

" Emanciper le département."

Tous les partis ont eu un jour terrible. L'enfant terrible du comité de Nancy est M. de Rouvile, rédacteur du journal légitimiste, *l'Union*. Aux quatre points énumérés par le comité M. de Rouvey en ajoute un cinquième. *Instituer la province*, et il a soin de dire que cette reconstitution des provinces est dans le passé des membres du comité lui-même, ils n'ont pas osé le dire, ce M. de Rouvey l'a dit pour eux.

Vous vous demandez sans doute comment MM. Carnot, Garnier-Pagès, Jules Simon, Pelletan, Vacherot, etc., etc., ont pu adhérer à ce programme du parti légitimiste ?

C'est ici précisément qu'est le malentendu dont nous parlions tout à l'heure. Le parti démocratique réclame depuis longtemps la décentralisation administrative. Il pense que tout irait mieux si les conseils élevaient plus à la tête du département, de l'arrondissement et de la commune, avaient le pouvoir de décider sur leurs questions d'intérêt local dont la solution ne pourrait nuire à l'intérêt général et à l'action politique de l'Etat.

Il est presque inutile de dire que les décrets qui ont été pris par les ministres qui se prêtent, agents direct du pouvoir central, n'ont donné aucune satisfaction aux vœux du parti démocratique.

Aussi ces vœux restent entiers, et nous persistons à demander une décentralisation administrative sérieuse au profit des communes et des départements.

Lorsque le comité de Nancy a sollicité l'adhésion des démocrates, il ne l'a obtenue que dans la limite où sera la réservé dont nous venons de parler.....

Ainsi tout l'effet que l'on comptait produire sur les simples est leur présentant MM. Carnot et Montalembert, Pelletan et de Falloux, Garnier-Pagès et Berryer, Jules Simon et de Rouvile, Vacherot et Cochin, etc., comme partisans d'accord sur un point seul, les points de désaccord restant au second plan, le piége a échoué-là, cet effet est manqué. Le trompe-l'œil ne trompe personne. Ce que les uns veulent, les autres le repoussent, ceux-ci ont fait leurs réserves écrites, ceux-là leurs restrictions mentales.

Plus on s'entend sur le mot et moins on est d'accord sur la chose, et cette fois encore le comité de Nancy en sera pour ses frais. Voyez-vous d'ici le bel effet que produirait dans l'histoire le parti démocratique saluant les obstinés, les légitimistes et autres, à reconstituer les provinces, à effacer l'œuvre de la Révolution !....

Je sais bien que nos adversaires n'hésitaient pas tout hors la ridicule prétention de reconstituer une Bourgogne ou une Bretagne indépendantes ; ils laissent ce travail à M. de Rouvey, et ils ont raison.

Mais il ne serait pas absolument nécessaire, pour ressusciter notre unité nationale, de ressusciter les grands vicomtes de la Cordorille. Nous avons affaire à de bonnes gens qui n'en demanderaient pas tant pour relaire une France à leur guise.

Ils veulent, disent-ils, fortifier la commune et émanciper le département. Rien de mieux ! Mais à la tutelle de l'Etat, ces grands propriétaires ruraux, ces riches industriels, substitueraient tout simplement la leur, et, certes, nous ne gagnerions rien au change. Ils nous refuseront pour nobles privilégiés si on les laisse faire ! A Paris, la décentralisation, soit-on-le trop cher. Nobles ou plous défenseurs du trône et de l'autel, riches parvenus, grands propriétaires, dévots ou sceptiques, noirs ou jaunes, qu'ils y a un